



N/Réf : 06/08/SG/2016

★ Mobiliser pour Construire ★

ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS/prpe)

E-mails : actus_pr@yahoo.com actus-prpe@club-internet.fr

Tchad : Le dictateur Déby inaugurerait une nouvelle campagne de génocide du peuple, qui débuterait après sa 5^{ème} investiture de hold up électoral du 8 août 2016.

Déclaration du Parti d'opposition, ACTUS/prpe

Il y a des événements dans la vie d'une nation qui méritent d'être célébrés dans l'allégresse par le peuple, car ils ont contribué positivement à édifier l'unité de la nation, le développement du pays et apporté le bien-être social aux masses populaires. Inversement, au Tchad, les prochaines cérémonies de la 5^{ème} investiture à la présidence du tyran Déby, le 8 août 2016, seront incontestablement celles d'une nouvelle campagne de génocide du peuple tchadien, et de la destruction du Tchad. En effet, après 26 ans d'assassinats, de crimes économiques, de dépravation des mœurs..., le despote Déby s'était octroyé un 5^{ème} hold up électoral dans l'espoir de pouvoir neutraliser le dernier carré du peuple résistant. Cela est insupportable.

Tout tchadien, doté de la moindre humanité, d'objectivité, d'honnêteté intellectuelle, conviendrait sans retenue aucune, que le long règne du Général président Sultan Déby, est une tragédie pour le peuple et notre pays le Tchad.

Pourquoi le peuple tchadien n'aurait-il pas le droit de recourir à la résistance armée (reconnue par la Déclaration d'Alger de 1976), une légitime défense pour sa survie, en réponse à la tyrannie du Général Président Sultan Déby ?

Pourquoi le peuple martyr du Tchad n'aurait-il pas le devoir et le droit de mettre hors d'état de nuire par la lutte armée le despote en écourtant ce 5^{ème} mandat, qui comme les quatre précédents, est lui aussi illégal, illégitime, car usurpé ?

- **Le peuple tchadien supplicié du dictateur Déby, ne l'a jamais élu démocratiquement en 26 ans de règne. Il doit le prouver en boycottant cette farce de ce 5^{ème} sacre.**

Il est de notoriété publique que les élections du 10 Avril 2016 à l'instar des quatre autres précédentes a été un hold up électoral et entaché de sang. Le Journal *Le Monde* dans sa parution du 29.04.2016, suite aux résultats provisoires de la CENI titrait : « *Au Tchad, la victoire d'Idriss Déby s'accompagne de multiples disparitions* ». En effet, 23 militaires et policiers qui avaient voté pour l'opposition ont été arrêtés torturés par la haute hiérarchie militaire. Depuis lors, leurs familles sont sans nouvelles d'eux.

Le hold up électoral, une spécialité, voire une maladie incurable dont souffre le Général Président Sultan Déby a repris le haut du pavé. En effet, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) composée à majorité absolue par les militants du MPS, parti présidentiel par la volonté du dictateur Général Président, est sous ses ordres martiaux.

La CENI, cette institution fantoche a transmis les résultats préalablement falsifiés par le monarque Déby en sa faveur, au Conseil constitutionnel qui a proclamé le 3 mai 2016, les pseudos résultats : Le Candidat Idriss Déby Itno remporte l'élection présidentielle dès le 1^{er} tour avec **59,92 % des suffrages exprimés**.

Les principaux challengers se sont vus octroyés par le tyran Déby des pseudos pourcentages, très en deçà des chiffres réels afin de les humilier : Saleh Kebzabo: 12,80%; Laoukein Kourayo Médard: 10,69%; Joseph Djimrangar Dadnadj: 5,06%; Mahamat Ahmad Alhabo: 1,61% [Cf. *Jeune Afrique* du 04 mai 2016]

Il serait opportun de rappeler que le président du Conseil constitutionnel, l'ancien premier Ministre Nagoum Yamassoum, nommé à ce poste stratégique, par le squatter du Palais rose, est l'un des membres du carré des fidèles du tyran.

En opposition aux faux résultats de la CENI et du Conseil constitutionnel, tous les deux inféodés au Général Président Sultan Déby, une autre institution purement technique (**La Commission technique de centralisation et de Compilation des résultats de l'élection présidentielle**), dont les membres informaticiens sont véritablement indépendants du pouvoir politique, a publié le 29 avril 2016, un rapport rationnel de 4 pages, solidement étayé scientifiquement : Ce fut un Tsunami électoral pour le voleur invétéré des suffrages, Idriss Déby. En effet, Les vrais résultats des urnes des cinq premiers candidats sont : Saleh Kebzabo: 33,15%; Laoukein Kourayo Médard: 25,82%; Mahamat Ahmad Alhabo: 14,98%, Idriss Déby Itno : 10,10%, Joseph Djimrangar Dadnadj: 6,16%. Ces résultats démontrent si besoin en est que le dictateur Déby est massivement rejeté par le peuple tchadien.

Quelle humiliation pour ce sinistre personnage Déby, qui, malgré sa puissante force de frappe militaire, financière, diplomatique, et l'achat des voix par la corruption tous azimuts, est relégué en 4^{ème} place, loin derrière les 3 premiers candidats de l'opposition. Il est par conséquent disqualifié d'office pour le second tour, s'il n'avait pas usurpé grâce à la terreur en falsifiant les vrais chiffres. Telle est la véritable « Démocratie » made in Déby dont les puissances impérialistes dites démocratiques font l'apologie depuis 26 ans. Cette ignominie jette de l'opprobre sur ces dernières et les discrédite à jamais aux yeux du peuple tchadien supplicié.

Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique (ACTUS /prpe)

E-mails : actus_pr@yahoo.com actus-prpe@club-internet.fr



■ **Le Général Président Sultan doit être jugé pour crimes contre l'humanité commis au Tchad et en Afrique. De la prison à perpétuité et non un 5^e mandat serait rendre justice au peuple.**

En 26 ans de tyrannie, le Général Président Sultan Déby est devenu l'incarnation du mal tchadien, car jamais de mémoire des tchadiens, la paupérisation des masses populaires n'a atteint un tel paroxysme, et une croissance exponentielle, alors qu'une ultra minorité du clan présidentielle et leurs thuriféraires sont de plus en plus riches. Une nouvelle race, une horde des milliardaires pilleuses des ressources de l'état tchadien et de son peuple, est née avec l'avènement au pouvoir de ce sinistre personnage en décembre 1990.

Jamais de mémoire des tchadiens, les populations ont été autant assassinées, des crimes économiques, la dépravation des mœurs et autres actes délictueux sont institutionnalisés. C'est la descente aux enfers pour le peuple et la destruction progressive de notre pays. Il serait fastidieux d'énumérer de manière exhaustive la nature de ces crimes contre l'humanité. Cependant, une infime liste d'éléments introductifs permettrait de confirmer que jamais le peuple tchadien a élu le tyran Déby président de la République. Comment un être humain sain physiquement et mentalement affirmerait que les masses populaires tchadiennes réduites à la misère absolue, assassinées, humiliées, violées, exploitées..., votent démocratiquement leur bourreau au poste de Président de la République? Ceux qui défendent cette thèse sont complices de ces crimes contre l'humanité. C'est un mépris et une insulte à l'égard de notre peuple considéré comme des objets inanimés et non des êtres vivants et enfin ces thuriféraires du tyran profanent la mémoire des milliers de tchadiens assassinés par le squatter du palais rose.

Au demeurant, il serait judicieux de rappeler que le dicta tâteur Général président Sultan Déby, alors Commandant en Chef des Forces de sécurité dans les années 80 sous le régime de l'Ex Président Hissène Habré, dirigeait personnellement sur le terrain les opérations militaires de répressions, de massacres des populations, qui ont fait plus de 40000 morts, et pour lesquels le procès inachevé et partial de Dakar a abouti le dictateur Déby. Le seul coupable et accusé, l'ex président Habré est condamné à perpétuité par les Cours Africaines Extraordinaires (CAE) de Dakar.

Juger un seul coupable pour ces crimes contre l'humanité, en l'occurrence l'ex président Hissein Habré, en l'absence dans le box des accusés le Terminator en chef Déby, le protégé des puissances occidentales, et le principal responsable des massacres de septembre noir en 1984 au Sud du Tchad, et tant d'autres dans le Ouaddai à l'Ouest, dans le Guera au centre..., un procès qui laisse un goût fort amer pour le peuple tchadien. [Cf. *Ngarleji Yorongar, Tchad le procès d'Idriss Déby: Témoignage à charge*, Editions L'Harmattan, Paris, septembre 2003]

À ces 40000 morts susmentionnés, le palmarès macabre du tyran Déby s'était considérablement enrichi. En effet, selon les estimations les différents rapports des organisations de défense des droits de l'Homme, en 25 ans de pouvoir absolu du despote Déby, on dénombrerait environ 30000 tchadiens assassinés.

Ce chiffre qui heurterait la conscience de tout individu pourvu d'une once d'humanité, devrait en principe émouvoir les puissances impérialistes occidentales qui se sont autoproclamées démocrates et défenseurs des droits de l'Homme partout dans le monde. Cependant, hélas, nous assistons à leur silence complice face au du génocide peuple tchadien.

Bon soldat de l'impérialisme français, il fut appuyé et soutenu par la DGSE (Services secrets français) dans son coup d'état contre Hissein Habré en décembre 198. Cette opération était sous la supervision de l'Officier de la DGSE Paul Fontbonne [Dossier Noir de la politique africaine de la France N°13 éd. L'Harmattan, Paris, 1999].

Depuis 26 ans, les gouvernements français successifs l'ont fidèlement soutenu financièrement, militairement et diplomatiquement contre la volonté du peuple tchadien, exprimée par les multiples légitimes révoltes face à l'une des dictatures la plus sanguinaire au monde.

Au demeurant, rappelons qu'en février 2008, grâce à l'intervention des Forces du COS de l'Armée française, le despote Déby fut in extremis sauvé de l'assaut salutaire et patriotique des Forces de résistance nationale (bras armé du peuple) qui encerclaient le palais rose de N'Djamena. [Cf. *La Croix du 7 février 2008*].

Aucun intérêt d'un pays quel qu'il soit, de surcroît celui des puissances impérialistes occidentales, en particulier de la France, qui s'autoproclament défenseurs des droits de l'Homme, de la démocratie à travers le monde, ne saurait justifier un tel infâme soutien, au dictateur Déby depuis 26 ans. C'est une apologie de la tyrannie, valeur par excellence diamétralement opposée à la démocratie. Cette imposture intellectuelle sur la démocratie dont sont coupables les impérialistes occidentaux, est une complicité de crimes contre l'humanité. Pourquoi les complices de ces dictateurs ne seraient-ils pas jugés par leur CPI de La Haye, un tribunal impartial, plutôt spécialisée dans le jugement des dirigeants africains insoumis aux oukases des impérialistes, tel le légitime Président de Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo?

Au nom de la lutte contre les terroristes islamistes dans le Sahel, le Général président Sultan Déby, par opportunisme et mercantilisme politique, s'était engagé en première ligne aux côtés de l'Armée française, afin de pouvoir garantir la pérennité de son pouvoir, malgré les crimes contre l'humanité qu'il commet sur les masses populaires tchadiennes.

A cet effet, les puissances impérialistes occidentales et le gouvernement français sont aphones et aveugles face aux crimes contre l'humanité du dictateur Déby.

La déstabilisation de la sous région d'Afrique centrale par exemple les coups d'état en Centrafrique contre le Président légitime Ange Félix Patassé le 15 mars 2003, puis contre son poulain le Général François Bozizé le 24 mars 2013 et enfin un autre coup d'état contre son dernier poulain le président Michel Djotodia le 10 janvier 2014.

Les accointances entre le Général président Sultan Déby et l'ancien Gouverneur de l'état de Bornou (fief de Boko Haram), Senator Ali Shérif, lors de ses nombreux séjours à N'Djaména sont confirmées. En effet, selon le Journal tchadien en ligne, *Tchad Actuel*, dans sa livraison du 21 mars 2013, le Sénateur nigérian serait impliqué dans la création de la secte Boko Haram.



Ces quelques faits ignobles susmentionnés, démontrent à suffisance la nature criminogène et la dangerosité du despote Déby pour la paix au Tchad et en Afrique.

Cette investiture ne présage rien de positif ni pour le peuple tchadien, ni pour les peuples de la sous région en perspective, car la stratégie criminelle et versatile du personnage réserverait d'autres coups morbides, si le pouvoir viendrait à lui échapper progressivement. Entretenir insidieusement des troubles au Tchad et dans la sous région d'Afrique centrale, est la stratégie élaborée par le tyran Déby, afin de justifier son pouvoir militariste et dictatorial aux yeux de ses parrains occidentaux pour qui le Général président Sultan Déby, véritable pompier pyromane serait le garant de la paix, de la stabilité, il constituerait un verrou dans la lutte contre l'expansion du terrorisme islamiste en Afrique centrale.

- Pays producteur de pétrolier mais classé paradoxalement classé parmi les 5 derniers pays les plus pauvres au monde (184 sur 187 selon le Rapport 2014 du PNUD sur l' Indice du Développement Humain, IDH qui est de 0,392). Le Tchad est victime d'une horde de pillards, prédateurs insatiables des derniers publics, avec à sa tête le despote Déby.

En 26 ans de règne, le pays est devenu une propriété privée de la famille du Général Président Sultan Déby : les membres du clan présidentiel occupent tous les postes clés politiques, administratifs, militaires, et ministériels.

Les finances et toutes les richesses nationales sont contrôlées et gérées comme leurs biens privés et non publics par ces véritables rentiers du pouvoir.

- Pendant que la crise socio-économique déjà incommensurable décime par la faim, les maladies les masses populaires, pendant que les fonctionnaires ne perçoivent pas leurs salaires depuis plusieurs mois, le Général président Sultan Déby, a osé dévaliser le trésor public, afin de satisfaire sa libido gargantuesque et insatiable.

A cet effet, le despote a versé à la famille de la jeune épouse Amani âgée de 20 ans, une dote sonante et trébuchante de 26 millions de dollars US, soit un montant de 13 milliards FCFA (97,5 millions de riyals saoudiens). [Source : Al-Riyadh 20 Janvier 2012].

Une somme suffisante pour payer tous les arriérés des salaires des fonctionnaires et les bourses d'étudiants, approvisionner en médicaments les hôpitaux publics où des milliers d'enfants meurent fautes de soins adéquats...

Selon le journal soudanais *Akhr Lahtha*, en guise de cadeau, à la jeune mariée, le Général président Sultan Déby lui a offert **une somptueuse villa «House Dubai»**, située à Khartoum, dans le quartier résidentiel des hauts dignitaires du Soudan. Une nouvelle fois, le Trésor public est saigné à blanc.

Selon le décompte du Journal *Afrique Education dans son numéro 366*, *Amani* est la quinzième (15^{ème}) épouse du Général président Sultan Déby.

- Le trésor tchadien est une propriété privée du clan présidentiel. Le Général président Sultan Déby l'utilise à sa guise au détriment des étudiants et travailleurs tchadiens.

Conscient de son rejet par le peuple pour ses crimes, et ayant peur de la mort qu'il aime en personne donner avec une certaine délectation aux autres, le tyran assure sa sécurité dans son village par un dispositif militaire impressionnant de militaires, comprenant *200 véhicules équipés d'armes lourdes*. En effet, **en villégiature annuelle dans son village d'Amdjaress pendant le mois de Ramadan, alors que le peuple croupi dans la misère absolue, des millions furent dépensés chaque jour, selon la presse tchadienne en ces termes : « Ce nombre impressionnant de troupes et de véhicules coûte une bagatelle au contribuable tchadien. La nourriture de Ramadan, l'eau et le carburant sont acheminés de N'Djamena à Am-Djaress chaque jour par avion de transport.**

Cet avion de transport effectue quatre rotation par jour, soit deux aller/retour, pour un montant total qui s'élève à près de 60 millions de Francs CFA par jour ». [Sources TchadPages du 13 juillet 2015]

Cette somme devrait plutôt servir prioritairement à soulager les souffrances des étudiants en payant une partie de leur bourse, au lieu de financer la villégiature annuelle et les caprices sécuritaires du despote dans son village d'Amdjaress.

- Appliquant les recettes des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) aux conséquences désastreuses pour les masses populaires, le Général président Sultan Déby **a privatisé (une braderie déguisée) toutes les entreprises et régies nationales les plus rentables au profit exclusif de son clan familial.** C'est ainsi que la Société **SOGET** qui disposait d'un contrat d'émission des documents biométriques, passeports, cartes d'identité, cartes grises, et permis de conduire..., a été contrainte par le squatteur du palais rose à jeter l'éponge trois mois avant cession légale du contrat

La stratégie échafaudée par le clan était d'obliger l'état tchadien à dédommager la société SOGET qui réclama 34 milliards de FCFA pour rupture abusive de contrat. Rappelons que le représentant de la société n'est autre que Monsieur Abdramane Hassane Itno, le neveu du Général Président Sultan Déby. Ce circuit de haut vol à haut débit, institué par le tyran Déby, à l'état tchadien, fut dénoncé par le collectif « Trop c'est Trop ». [RFI du 14-12-2014].

- Dans une Tribune libre publiée sur l'Over blog Wakili du 15 juillet 2016, M.Mahamat Nour Ahmed Ibedou, Secrétaire Général de la Convention Tchadienne pour la Défense des Droits Humains (CTDDH), écrit : « *En effet, beaucoup d'indices nous amènent à penser que Deby possède de l'argent et beaucoup d'argent; certainement le butin du pillage systématique et planifié auquel il s'est livré pendant plus d'un quart de siècle (souvenez vous entre autres sorties de fonds du pays des fonds cachés dans le paradis fiscal du Panama l'équivalent de six mille milliards de cfa déposés au nom du Tchad et qui sont loin de constituer une simple anecdote).*

Cette somme astronomique pillée au Trésor public par le tyran Déby, et placée dans ce paradis fiscal, est un véritable Trésor de guerre qui permettrait de garantir la pérennité de son pouvoir en toute circonstance.

- Les fonctionnaires, les étudiants, les retraités... ne perçoivent plus leurs salaires, bourses d'études et pensions depuis plusieurs mois voire des années pour certains. Les conséquences sociales tragiques de cette punition collective sont quotidiennes. En revanche, face à cette misère incommensurable du peuple, les membres du clan présidentiels et la poignée de thuriféraires de cette nomenclature vorace,



pillent les deniers publics. Ces milliardaires, mènent une vie qui rivaliserait avec celle des princes des monarchies de pétrodollars du golfe persique. Leurs biens mal acquis (immobiliers, comptes bancaires, actions... sont localisés dans des nombreux pays d'Europe, d'Afrique, du Moyen orient et d'Asie).

Selon une enquête réalisée par le Groupe Intègre d'Internautes du Tchad (GIIT) en 2012, sur les villas appartenant au clan présidentiel dans la capitale N'Djaména, on en dénombre **223 bijoux architecturaux dont la valeur totale se chiffre à plus de 175 milliards 800 millions FCFA**. Cette somme astronomique a été volée au peuple tchadien [Over Blog Makaila du 23 Avril 2012]

- Chaque membre de la famille présidentielle est milliardaire grâce à la prédation des ressources publiques. Selon le Député de l'opposition Ngarlélly Yorongar « **Le plus pauvre a 100 milliards de FCFA** » [Tchad Today du 09 août 2014].

- Est-il besoin de rappeler que le petit frère du dictateur, M.Salaye Déby, ancien Directeur des Douanes du Tchad a détourné en toute impunité la somme faramineuse de 136 milliards de FCFA, alors que les travailleurs ne sont pas payés ? [Cf.Tchadpages du 03.12.2015, Tchad infos, revue de la presse du 6 au 13 décembre 2015]

- Selon la presse tchadienne, le budget alloué aux cérémonies du sacre du dictateur Déby, le 8 août 2016 s'élèverait à plusieurs milliards de FCFA. Le tyran qui affame le peuple, sous prétexte que le trésor est vide, trouve cependant les ressources financières colossales une fastidieuse pour son investiture. Ce comportement criminel, prouve à suffisance le mépris qu'éprouve ce personnage à l'égard du peuple tchadien.

Avec en moyenne 10 personnes (fratrie, cousins, neveux, grands parents...) à charge, le travailleur tchadien survient aux besoins d'une très grande famille.

Le Smic est de 60.000 FCFA soit 97.47 Euros. Les seuls caprices du Général président Sultan Déby en voitures 4x4 Hammer auraient privé 10.259 fonctionnaires de salaires mensuels, soit 102.590 personnes seraient privées de nourriture, de soins médicaux, de logement. Ces citoyens privés de mener une vie décente, paient des conséquences humaines dramatiques récurrentes.

- Eu égard à cette volonté manifeste du tyran Déby d'affamer le peuple afin de le soumettre ou de l'assassiner en cas de résistance par le non paiement des salaires, des bourses d'études et les pensions, il serait criminel d'appeler la victime souffrante de s'abstenir de toute révolte par une résignation.

La « Pax Débya » n'est qu'un pacte de soumission et d'asservissement que le despote Déby voudrait imposer à ses « sujets ».

Appeler à « préserver » cette Pax Débya », c'est faire preuve de complicité de crime contre l'humanité. Le peuple supplicié saurait faire la différence entre ses amis et les complices du dictateur Déby.

- Depuis deux ans, les grèves à répétition et manifestations pacifiques des jeunes et travailleurs pour réclamer leurs droits légitimes à la vie sont réprimées dans le sang, auxquelles s'ajoutent des arrestations massives des étudiants, des journalistes, et Leaders des Associations des droits de l'Homme.

Cependant, le peuple tchadien constate avec amertume le silence complice des gouvernements impérialistes occidentaux, toujours prompts à condamner, sanctionner voire assassiner les dirigeants du sud insoumis qui auraient violé les droits de l'homme en réprimant les populations : c'est le cas en Syrie de Bachar Al Assad, en Libye le Colonel Kadhafi fut assassiné par les dirigeants des puissances impérialistes (Sarkozy Obama et Cameron le 20 octobre 2011 et enfin en Côte-d'Ivoire, le président légitime Laurent Gbagbo fut victime d'une véritable expédition punitive militaire coloniale. En effet, son palais fut bombardé par les Force spéciales de l'Armée française de l'opération Licorne. Il fut arrêté le 11 avril 2011 puis déporté à La Haye le 30 novembre 2011 où son procès inique et impartial se poursuit depuis quelques mois.

L'arsenal médiatique des impérialistes contre les dirigeants insoumis et dont les régimes sont considérés comme « non démocratiques » continue de tenir le haut du pavé contre, Cuba de Castro, Zimbabwe de Mugabe, Venezuela de Chavez...

Le Général président Sultan Déby au Tchad n'a jamais subi cette même campagne haineuse par les médias occidentales, malgré que son régime soit l'une des dictatures les plus féroces au monde depuis 26 ans.

Le dictateur Général président Sultan Déby, n'a jamais été combattu par les puissances impérialistes occidentale, de plus, il est de surcroît ensencé, adulé, soutenu militairement, économiquement et diplomatiquement, principalement par l'impérialisme français depuis 26 ans, son géniteur.

Oser nier ce fait irréfutable, c'est être complice de crimes contre l'humanité du despote Déby et faire preuve d'un acte blasphématoire à la mémoire des milliers de morts victimes du Terminator du palais rose.

La défense des droits de l'Homme, de la démocratie dans le monde, clamée à satiété par les puissances impérialistes, n'est qu'une imposture intellectuelle et politique manifeste et abjecte. Ce fallacieux prétexte sert plutôt à masquer la défense de leurs intérêts en voulant ainsi « normaliser » les dirigeants insoumis, qui oseraient défier leur autorité impériale.

Les Leaders du sud soumis, à l'instar du Général président Sultan Déby, qui sèment le chaos dans leurs pays, sont soutenus inconditionnellement par les puissances impérialistes. Ces dirigeants criminels bénéficient d'assurance tous risques et d'impunité pour piller les ressources nationales, assassiner les populations révoltées contre la dictature.

- Le pillage du trésor public par le clan présidentiel, a pour conséquence la mise du Tchad en situation de faillite totale, en cessation de paiement. C'est ainsi que le collectif budgétaire du lundi 18 mai 2015, qui prévoit un net recul des recettes, ramenées à 1 093 milliards de FCFA, et inclut une réduction modérée des dépenses abaissées à 1 506 milliards de F CFA, **pour un déficit de 412,86 milliards de CFA (630 millions d'euros). Nonobstant ces ajustements, le déficit 2015 du Tchad a dépassé les 5 % du PIB, son pire niveau depuis 2009.**

Le Tchad est effectivement en situation de faillite totale, en cessation de paiement. Faire croire aux masses populaires tchadiennes qui vivent quotidiennement l'enfer de la pauvreté exponentielle, que le pays est bien géré, que ses finances ont été assainies, que sa croissance est bonne...c'est du cynisme, c'est un déni d'une vie décente aux victimes. Les mensonges sur la bonne gouvernance du gouvernement du despote Déby, repris en chœur par les institutions financière internationale (FMI, Banque mondiale), ne sont qu'une imposture intellectuelle destinée à octroyer des prêts au pays, car le dictateur Général président Sultan Déby est un bon soldat dans la



stratégie de domination et d'asservissement impérialiste de l'Afrique.

Ces prêts serviraient plus tôt en partie à garnir les comptes bancaires du clan présidentiel et de ses proches au détriment des masses populaires tchadiennes.

Le surendettement du pays au profit de son clan présidentiel, alors que les masses populaires et les générations futures qui ne bénéficient et ne bénéficieront jamais de ces emprunts, se voient attribuer injustement cette dette abyssale à rembourser.

Ce crime programmé est insupportable pour tous les patriotes tchadiens. Il serait par ailleurs que les masses populaires récuse les dettes contractées en leur nom, de plus, les milliards volés au trésor public du Tchad par le clan présidentiel et ses thuriféraires, placés dans les paradis fiscaux et dans les banques occidentales soient confisquées au profit du peuple.

Les puissances impérialistes occidentales qui font l'apologie du dictateur Déby depuis 26 ans et qui de surcroît sont des receleuses des biens du peuple volés, devraient assumer leur responsabilité de cette gestion criminelle du pays et la tragédie que vivent les masses populaires.

Qui humainement et moralement, oseraient faire l'apologie d'un tel régime exécrable qui contracte des dettes, et entraînant déjà le surendettement pour les générations futures, les plongeant ainsi dans la misère absolue et hypothéquant leur avenir ?

Dans ces conditions de pillages effrénés, par le clan présidentiel des finances du Tchad en bande organisée, notre parti, ACTUS/prpe soutient fermement et indéfectiblement les luttes multiformes du peuple tchadien contre le pouvoir tyrannique Déby.

Le Général président Sultan Déby a érigé l'impunité des membres du clan présidentiel en loi d'état. En effet, les viols, les assassinats des paisibles citoyens, les détournements des finances publics, les dépravations des mœurs et autres actes de délinquance commis par les membres du clan présidentiel depuis 26 ans, n'ont jamais été punis. Au Tchad, la justice Tchad est sous les ordres directs du tyran Déby. Les auteurs de ces délits vivent en toute liberté et continuent à commettre leurs forfaitures et narguer les victimes.

C'est ainsi que la horde de 5 délinquants sexuels, auteurs du viol collectif de l'adolescente Zouhouira, qui seraient « jugés et condamnés » subrepticement, sont en réalité en liberté. Le Journal en ligne Tchadanthropus dans sa livraison du 03 août 2016 écrit : « *De sources dignes de foi, les violeurs de cette jeune fille sont tous libres, et ceux qu'on fait semblant de garder en prison sont laissés à leurs guises sous prétexte qu'ils sont enfermés dans des prisons en provinces. Celui qui s'est évadé est précisément à Biltine où il assiste à des soirées mariage...* »

■ Les Leaders de l'Opposition dite démocratique doivent soutenir fermement, et être aux côtés des jeunes lors de leurs multiples manifestations contre le tyran Déby.

• Les Leaders de l'opposition dite démocratique ont déjà manqué le rendez-vous de l'histoire par leurs hésitations à soutenir clairement les grèves et manifestations des jeunes, organisées dans toutes les grandes villes du Tchad. En effet, si les dirigeants de l'opposition avaient apporté leur ferme soutien en se joignant aux côtés des jeunes dans les manifestations, en appelant le peuple à sortir dans la rue, le dictateur Général Président Déby, auraient déjà pris la poudre d'escampette à l'instar d'autres pays d'Afrique (Mali et Burkina).

Notre Parti, ACTUS/prpe, tient ici à réitérer solennellement son soutien indéfectible à la jeunesse tchadienne, qui depuis plus de deux ans, avec courage défie le régime, malgré les répressions sanglantes. Cette jeunesse incomprise par les Leaders de l'opposition, continue de manifester massivement pour revendiquer leurs bourses d'études et dénoncer la dictature du squatter du palais rose.

La dernière occasion manquée par les Leaders de l'opposition dite démocratique, fut celle de la vague déferlante de manifestations gigantesques et générales, organisées par les jeunes pour exprimer leur colère contre la tyrannie du régime Déby qui affame le peuple, viole et assassine.

L'affaire du viol collectif de l'adolescente Zouhouira le 8 février 2016 par les fils des hauts dignitaires du régime, a cristallisé toutes les colères de la jeunesse et toutes les populations, transcendant ainsi tous les clivages sociaux, ethniques, religieux et régionaux. Cependant hélas, forces est de constater l'absence des Leaders de l'opposition dite démocratique, dont l'un d'eux, **M. Brice Mbaimon Guedmbaye**, porte-parole du Collectif de l'opposition pour le changement (COLOC) a déclaré sur les ondes de la radio étasunienne VOA cette cruelle vérité sur la capitulation des dirigeants : « **Nous avons été unanimes pour braver l'interdiction de la marche, mais Saleh Kebzabo qui était chef de file de l'opposition nous a découragé en jouant l'attentisme. La décision de Saleh Kebzabo d'annuler la marche du 23 février était une reculade qui a beaucoup déçu plusieurs de ses camarades de lutte. (...) Il faudrait bien quand même que l'on prenne des risques pour notre pays, de telles interdictions sont à braver** » [Cf. Voix de l'Amérique du 23 février 2016]

Le Journal en ligne TchadPages du 23.02.2016 enfonce le clou en ces termes : « **Tchad: quand la peur prend le dessus, Saleh Kebzabo fait capoter la manif du jeune Mahamat Barh Béchir Kindji, leader du RPR** »

Ces multiples capitulations des Leaders de l'opposition dite démocratique, ulcèrent la jeunesse tchadienne. De nombreuses voix s'élèvent pour fustiger certains dirigeants de l'opposition démocratique, qualifiés en des termes graves tels que « *sous-marins, complices, collabos déguisés du dictateur Déby, traîtres, opportunistes, ventrologues, darabamen, gombomen...* »

Nous osons espérer que les Leaders de l'opposition dite démocratique prendraient enfin en compte, les exaspérations des jeunes. Seuls leurs prochains actes concrets, forts sincères, dépourvus de trahisons, sans flou artistique et hésitations, qui appuieraient physiquement les actions des jeunes, permettraient de démentir les accusations gravissimes susmentionnées dont-ils font l'objet. L'intérêt suprême de la nation exige des sacrifices.

Nous osons espérer que ces mêmes Leaders de l'Opposition dite démocratique, qui viennent de créer le Front de l'Opposition nouvelle pour l'Alternance et le Changement (FONAC), auraient le courage de franchir le pas comme le font les jeunes.

Si ce réveil se fait, il serait incontestable que la force des manifestations, des actions communes, populaire et coordonnées, engendrerait une synergie qui vaincrait la tyrannie de Déby.



■ **Le salut du Tchad et le bien-être des masses populaires sont possibles avec la mise hors d'état de nuire du dictateur Général président Sultan Déby.**

Face à ce triste constat de crimes contre l'humanité commis depuis près de trois décennies contre les masses populaires tchadiennes, notre Parti, ACTUS/prpe, demeure irrévocablement fidèle à sa ligne politique de solidarité avec notre peuple martyr, et d'opposition radicale au despote Déby. À cet effet, nous condamnons avec la plus grande fermeté ces cérémonies macabres d'investiture du 5^{ème} hold up électoral, dont le principal objectif est l'ouverture d'une nouvelle campagne de génocide de 5 ans, jusqu'en 2021.

De ce qui précède, notre Parti, ACTUS/prpe affirme que le pouvoir du Général président Sultan Déby est illégitime, illégal, car non élu démocratiquement.

Le peuple martyr du Tchad ne saurait accepter sa moindre participation au sacre d'un tueur invétéré, son bourreau depuis près de trois décennies. De plus, il assimilerait toute présence aux cérémonies d'investiture du 8 août 2016, comme un acte d'hostilité à son égard, une complicité, une approbation, et un encouragement au dictateur Déby, qui inaugure sa 5^{ème} campagne de génocide du peuple tchadien.

Participer au sacre de la dictature de Déby, c'est faire l'apologie et promouvoir leurs valeurs antidémocratiques, afin d'assassiner la démocratie au Tchad. Ceux qui se réclament de démocrates et défenseurs des droits de l'Homme, devraient boycotter ces cérémonies macabres.

Près de trois décennies de tyrannie du Général président Déby au Tchad, c'est l'hécatombe pour notre peuple. Il serait alors lucide et rationnel d'affirmer avec force que le despote n'accepterait jamais de perdre une élection présidentielle, tant qu'il serait le Candidat président sortant. En effet, spécialiste hors pair de hold up électoraux, il ne s'en priverait jamais d'utiliser cette criminelle science de vol des urnes. De plus, l'impunité que lui confère son rang de président, le mettrait provisoirement à l'abri de tout jugement pour ses crimes contre l'humanité. Le peuple qu'il martyrisé l'a dans sa ligne de mire, par conséquent il n'échapperait pas indéfiniment au verdict lourd, proportionnel à la gravité des crimes contre l'humanité du Tribunal populaire.

Pour stopper le nombre croissant des morts, les masses populaires auraient l'obligation de passer à la vitesse supérieure, en interrompant aussi par la force ce 5^{ème} quinquennat supplémentaire usurpé. En effet, le tyran ne comprend qu'un seul langage, celui de la Force. À toute action, une réaction. La réponse de notre peuple est celle de la légitime défense, en appliquant la loi de talion.

S'opposer à la résistance armée du peuple, sous le fallacieux prétexte de la préservation de la pseudo « paix » retrouvée, c'est enchaîner notre peuple pour le livrer sans défense au bourreau Déby. La paix de Déby ou la « Pax Débya » est une stratégie sordide qui vise à asservir notre peuple.

Notre Parti, ACTUS/prpe réitère sa position : La voix des urnes étant obstruée depuis près de trois décennies par la seule volonté du despote Déby. Nous sommes dans une impasse où l'alternance démocratique est impossible, et le peuple continue d'être massacré par ce dernier. Cela est insupportable !

Le peuple a le devoir et le droit constitutionnel d'arrêter cette machine infernale à broyer les vies humaines, qu'est le Général président Sultan Déby.

À cet effet, l'unique alternative objective pour notre peuple de se libérer de la tyrannie, afin d'instaurer la démocratie et gérer son destin dans ses intérêts, c'est incontestablement faire recours à son droit à la résistance armée.

Aucun peuple au monde n'accepterait d'être gouverné par un président, qu'il n'aurait été démocratiquement élu. Un tel dirigeant comme l'est le tyran Déby, est illégal, illégitime, de surcroît criminel et prédateur des deniers publics.

Le droit du peuple tchadien à la résistance est par ailleurs reconnu par la Déclaration d'Alger du 04 juillet 1976, qui stipule en son article 6 :

[« - Tout peuple a le droit de s'affranchir de toute domination coloniale ou étrangère directe ou indirecte et de tout régime raciste... ». De plus, le préambule de la constitution de la République du Tchad du 31 mars 1976 révisée, dit : « Affirmons notre opposition totale à tout régime dont la politique se fonderait sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, le clanisme, le tribalisme, le confessionnalisme et la confiscation du pouvoir... ».

Le préambule de la Constitution de la République du Tchad de 1996, confirme ce droit à la résistance du peuple en ces termes : *[« - Proclamons solennellement notre droit et notre devoir de résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'Etat qui prendrait le pouvoir par la force ou l'exercerait en violation de la présente Constitution;*

- Affirmons notre opposition totale à tout régime dont la politique se fonderait sur l'arbitraire, la dictature, l'injustice, la corruption, la concussion, le népotisme, le clanisme, le tribalisme, le confessionnalisme et la confiscation du pouvoir »]

► Vaincre le tyran Déby pour que vive la patrie ou la mort. Ensemble nous triompherons car notre cause est juste et légitime.

► Uni et solidaire, le peuple écourtera rapidement ce 5^{ème} mandat de hold up électoral.

29 Avril 2016

**Le Secrétaire Général d'ACTUS/prpe
Dr LEY-NGARIGAL Djimadoum**

Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique (ACTUS /prpe)

E-mails : actus_pr@yahoo.com actus-prpe@club-internet.fr

